

Numéro

37



الائتلاف العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION



CRITIQUE DE LIVRE



LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN GRANDE-BRETAGNE APRÈS LE 11 SEPTEMBRE MENACES, RÉPONSES ET DÉFIS

STEPHEN GREER

Mai

2022



Critique de livre

Publication Mensuelle de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme

Superviseur Général

Le Général-Major Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi

Secrétaire Général désigné de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme

Rédacteur en Chef

Ashour Ibrahim Aljuhani

Directeur du Département d'Études et de Recherches

Remarque: Les idées exprimées dans cette lecture représentent l'opinion de l'auteur et pas forcément l'opinion de la Coalition

Mai 2022



Critique de livre

LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN GRANDE-BRETAGNE APRÈS LE 11 SEPTEMBRE MENACES, RÉPONSES ET DÉFIS

Depuis les années soixante-dix du XXe siècle, la Grande-Bretagne (GB) a été confrontée à des mouvements violents tels que l'insurrection de l'Armée républicaine irlandaise, dans ce qu'on appelait « l'ère des troubles ». Cette phase s'est terminée avec l'accord de «Belfast» ou «Vendredi saint» en 1998. Au lendemain des événements du 11 septembre 2001, une nouvelle phase de confrontation de l'extrémisme violent et du terrorisme a commencé, au cours de laquelle les gouvernements britanniques ont élaboré divers plans pour faire face aux menaces terroristes, dont la maturité a été exprimée dans la «Stratégie antiterroriste» annoncée en 2018 sous le nom de CONTEST.

Le livre: «**Lutte contre le terrorisme en Grande-Bretagne après le 11 septembre : menaces, réponses et défis**» présente la politique anti-terroriste de la GB, ses plans stratégiques, son évaluation et sa gouvernance, construite sur quatre piliers connus sous le nom de «4P», à savoir: Préparer, Protéger, Prévenir et Poursuivre.

L'auteur du livre **Steven Greer** est professeur des droits de l'homme au Collège des droits de l'homme à l'Université de Wristol au Royaume-Uni. Il a publié nombre de recherches en GB et à l'étranger et exerce comme conseiller auprès de plusieurs agences spécialisées. L'ouvrage a été publié par **Routledge** dans le cadre de ses études sur le terrorisme et le droit.

OBJET ET CONTENU

Le livre examine l'adaptation juridique et politique de la stratégie antiterroriste en GB et les défis auxquels est confrontée sa mise en œuvre. Il se compose de **7 chapitres**. Le **premier chapitre** traite des concepts et des tendances de lutte contre le terrorisme (LCT) en GB. Le **deuxième chapitre** traite de la doctrine intellectuelle du terrorisme. Le **troisième chapitre** fournit une explication des trois dangers terroristes qui menacent la GB: les séquelles de l'Armée républicaine, l'extrême droite et les branches locales d'organisations terroristes. Les **quatrième, cinquième et sixième chapitres** traitent des défis auxquels est confrontée la stratégie du «Contest». Le **septième chapitre** fournit des observations finales relatives aux menaces et défis les plus importants pour la mise en œuvre et le développement de la politique antiterroriste britannique.

CONCEPTS ET TENDANCES

Le **premier chapitre** montre que les mouvements terroristes sont liés à des groupes qui utilisent la violence à des fins politiques privées, et ciblent et terrorisent les civils dans leur lutte contre l'État. Des tentatives ont été faites pour formuler des définitions précises du terrorisme, mais sans parvenir à un accord sur une définition spécifique, le terrorisme interfère souvent avec d'autres formes de violence politique, telles que la résistance violente à la tyrannie et l'occupation, les crimes de haine, les manifestations violentes et émeutes pouvant impliquer l'utilisation des armes à feu et de bombes.

On peut dire que les schémas de la violence politique dans le monde ont connu **quatre vagues**: la violence anarchique, les mouvements anti-impérialistes, la violence de gauche et de la nouvelle droite et la violence religieuse. En GB, la violence terroriste s'est développée en deux phases: les opérations de l'Armée républicaine irlandaise de 1970 à 2003 ; puis, depuis 2003, les groupes liés à Al-Qaïda et Daech, ainsi que les groupes locaux et transfrontaliers.

Le terme «contre-terrorisme» n'est pas moins ambigu que le terme «terrorisme». Son ambiguïté naît de l'ambiguïté du premier. Certains spécialistes définissent le contre-terrorisme comme «tout acte, formel ou informel,

légal ou illégal (légitime ou illégitime), destiné à répondre ou à faire face au terrorisme pouvant se produire de la part d'autres parties. Ainsi, le terrorisme lui-même peut être une réponse à un terrorisme envisagé: l'Armée républicaine irlandaise a toujours soutenu que sa lutte armée était une réaction à la terreur armée de la Couronne britannique depuis le XIIe siècle, à l'époque coloniale en Irlande.

L'une des questions importantes de LCT est peut-être d'assurer la sécurité d'une part et de garantir la liberté d'autre part. C'est dans ce contexte que Benjamin Franklin a déclaré: «Ceux qui échangent la liberté nécessaire contre une sécurité temporaire finissent par perdre les deux.» La réalité montre que la lutte contre la violence ne peut se faire qu'en restreignant certaines libertés, ce qui oppose sécurité et liberté. La loi britannique des droits de l'homme de 1998 et les lois internationales des droits de l'homme distinguent entre les droits de l'homme dérogeables et non dérogeables, quoique selon l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme, la plupart de ces droits de l'homme sont indérogeables. Elles stipulent que l'homme ne peut être soumis à la torture, l'humiliation, la servitude et au travail forcé, ou condamné judiciairement au-dessus de ce qu'il mérite, ou tué sans condamnation à mort légale. Toutefois, certains autres droits de l'homme peuvent faire l'objet de dérogations, tels que les droits économiques et sociaux, dans le cadre du maintien de la sécurité nationale.

Loin de la dialectique entre sécurité et liberté, les gouvernements britanniques successifs, devaient, dans la mise en œuvre de politiques et lois antiterroristes, trouver la frontière entre prévention, criminalisation, et punition d'un côté, et construire un partenariat entre l'État et la société pour faire face aux doléances sociales et aux croyances pouvant impliquer la violence d'autre part. C'est-à-dire, équilibrer les risques de mise en œuvre des objectifs de la politique de lutte contre le terrorisme, en particulier l'aspect de prévention, et la construction d'une résistance sociale face à la violence et au terrorisme, donc affirmer le côté de préparation. Les gouvernements britanniques se sont efforcés de réduire les dégâts causés par les attentats terroristes en sauvant la vie des citoyens et en apportant l'aide nécessaire, mais la «résistance sociale» est encore en phase d'urgence.

Le Brexit décidé sur référendum en juin 2016 et officiellement mis en œuvre en décembre 2020, a eu un impact sur la formulation des politiques antiterroristes en GB. Les relations antiterroristes du Royaume-Uni avec l'UE ont été définies sous deux aspects. La première est que la GB était associée aux lois et aux politiques de l'UE et de son système bureaucratique de LCT. La seconde est qu'elle est associée aux partenariats européens relatifs à l'échange de renseignements avec les pays de l'UE. Dans le sillage des événements du 11 septembre, l'UE et le Conseil de l'Europe ont développé une politique transfrontalière de LCT. Le Conseil de l'Europe a été un pionnier à cet égard depuis 1977, lorsqu'il a rédigé la Convention européenne contre le terrorisme.

Quoique les politiques de LCT soient similaires lors de la signature des accords de Maastricht en 1992, la contribution de l'UE a été marginale dans la définition des politiques internes nationales, ce qui signifie que les politiques britanniques de LCT n'ont pas été affectées par le Brexit, la GB étant toujours membre des arrangements juridiques et punitifs européens, tels que le système de mandat d'arrêt conjoint. Mais la source actuelle d'inquiétude après le Brexit est l'Irlande dont le statut final a été convenu dans l'accord du Vendredi Saint en 1998, mais les frontières entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord sont encore presque absentes, ce qui nécessite de les contrôler.

ÉCHOS DE L'EXTRÉMISME DANS LE MONDE

Le deuxième chapitre montre qu'avec la poursuite de la violence en GB, les mouvements de gauche et de droite avaient des objectifs nationaux, et malgré le soutien international que l'Armée républicaine irlandaise a reçu d'organisations armées et de régimes au pouvoir, tels que le régime du président Kadhafi en Libye et les clans irlando-américains - son danger n'avait pas de portée internationale et ses objectifs étaient purement séparatistes, différemment des groupes d'extrémisme mondial dont le danger affecte le «croissant du chaos» qui s'étend de l'Afrique du Nord aux frontières de l'Inde et de la Chine. L'auteur tente d'enquêter sur les origines du phénomène mondial de l'extrémisme, et l'émergence de mouvements combattifs extrêmes.

CARACTÉRISTIQUES DU TERRORISME INTÉRIEUR

Le troisième chapitre examine les caractéristiques des dangers terroristes qui menacent la société britannique, à savoir: l'armée républicaine d'opposition, l'extrême droite et les mouvements terroristes extrémistes. L'auteur passe en revue le développement de ces

mouvements, leurs idées et leurs manières d'agir, tout en soulignant que la GB est toujours confrontée à des schémas de violence de la part de certains mouvements nationalistes extrémistes, comme les extrémistes du Pays de Galles qui attaquent la propriété des «Anglais», et l'extrême gauche menés par les anarchistes, les partisans de l'environnement et les droits des animaux et les altermondialistes. Cependant, de nombreux adeptes de ces mouvements et groupes n'adoptent pas la violence organisée et leurs pratiques violentes sont très limitées. L'extrême gauche est souvent un terme désignant des mouvements disparates, que seuls des slogans communistes antiques unissent, tels que le refus des classes sociales et le salut humain universel. C'est pourquoi ils ne représentent pas un danger imminent tels les trois courants de violence.

► Terrorisme de l'armée républicaine

Les républicains irlandais sont appelés opposants ou dissidents en raison de leur opposition à l'accord du «Vendredi saint» ou à l'accord de «Belfast» de 1998, qui a mis fin aux activités de l'Armée républicaine irlandaise et intégré son bras politique, le «Sin Fein», dans la vie politique britannique. Ce mouvement s'exprime par de petits groupes, comme la véritable Armée républicaine irlandaise et l'Armée irlandaise de Libération.

La rébellion irlandaise remonte à la politique de la Couronne britannique qui a annexé l'Irlande par la force et causé une division sectaire dans le nord entre les catholiques irlandais et les protestants anglais, écossais et irlandais. La Première Guerre mondiale et ses conséquences ont été marquées par une scission politique entre les partisans du maintien sous la couronne britannique et les nationalistes favorables à la sécession. Les affrontements entre eux ont conduit à l'accord de 1922, qui a abouti à la République d'Irlande du Sud et maintenu l'Irlande du Nord (Ulster) sous la couronne britannique, les catholiques étant devenus une minorité sous le contrôle de la majorité protestante. Des groupes d'activistes de la classe moyenne catholique ont tenté de s'organiser à l'instar du «mouvement des droits civiques» américain dans les années 1960, mais leurs revendications ont été accueillies par la violence organisée de l'armée et de la police et l'apparition de groupes paramilitaires protestants, ce qui a conduit à l'émergence de l'Armée républicaine irlandaise en 1969, qui a étendu ses opérations en Irlande et en GB avant que cela ne prenne fin suite à la signature de l'accord du «Vendredi saint».

L'idéologie et la rhétorique de ces groupes opposés à l'Accord du Vendredi Saint reposent sur le rejet de toute paix durable dans les six comtés d'Irlande du Nord à moins que la domination britannique sur l'île ne prenne fin et qu'une République irlandaise unitaire ne soit pro-



clamée. Ces groupes reconnaissent la régression des politiques discriminatoires envers les catholiques irlandais, mais rejettent l'accord de Belfast parce qu'il renforce la division et entrave l'établissement de la république.

Lors des troubles, rejoindre l'Armée républicaine irlandaise nécessitait la loyauté envers le groupe et exigeait un haut degré d'engagement et de retenue, avec une marge de manœuvre de la part de l'aile politique du «Sin Fein». Aussi, les «loups solitaires» étaient-ils un phénomène rare. L'organisation a réussi à gagner le soutien populaire de diverses manières dont les grèves de la faim dans les prisons britanniques, mais le recours à la violence de l'armée républicaine se poursuivait au quotidien. Après la signature de l'accord de Belfast, les groupes dissidents ont continué à adopter des méthodes offensives, comme en août 1998, causant la mort de dizaines de civils. En 2007, le gouvernement britannique a classé ces groupes comme «extrêmement dangereux», mais ils ont continué à pratiquer la violence, ce qui leur a fait perdre en partie le soutien populaire.

► **Terrorisme d'extrême droite**

La violence des groupes extrémistes de droite a fait des dizaines de victimes en GB, et bien que l'ampleur des opérations et le nombre de personnes rejoignant ces organisations aient diminué, le danger demeure réel en raison des incidents catastrophiques commis par l'extrême droite dans d'autres pays, tels que le massacre de Christ Church en Nouvelle-Zélande en mars 2019, qui a causé la mort d'environ 50 musulmans dans une mosquée.

Ces mouvements sont historiquement une extension des mouvements d'extrême droite, néo-nazis ou néo-fascistes en Europe et en Occident en général et apparaissent comme une réaction aux événements du 11 sep-

tembre, et une défense de la civilisation occidentale face au danger existentiel. La liste des opposants comprend également les élites libérales, la gauche politique et les partisans du multiculturalisme. Contrairement aux mouvements politiques populaires, les mouvements d'extrême droite ont tendance à rejeter et à remettre en cause les institutions publiques. Ils n'ont donc pas réussi à obtenir la reconnaissance politique et démocratique, et leurs membres sont souvent accusés de crimes violents et haineux.

Des groupes tels que Britain First ou la Ligue Anglaise de Défense représentent cette tendance. Leur discours se base sur l'islamophobie, l'anti-immigration, les droits des homosexuels, le multiculturalisme, l'antisémitisme, etc. Ces organisations diffèrent entre elles sur certaines questions. Ainsi, la Ligue Anglaise se dit laïque, tandis que la Britain First appelle au christianisme dans la société britannique. Selon certains observateurs, les nouveaux mouvements en GB sont devenus plus dissidents, divisés et violents au cours des deux dernières décennies. On assiste à une recrudescence de l'activité des Loups Solitaires qui se sont auto-convertis à l'extrémisme et ont mené des opérations terroristes en solo. Ainsi, Thomas Mayer a assassiné le député travailliste Joe Cox en 2016, et Darren Osborne a utilisé un camion pour écraser des fidèles à Finsbury Park en juin 2017. L'impact des médias sociaux est clair dans le recrutement de ces personnes et dans leur poussée vers des opérations destructrices.

► **Terrorisme des groupes extrémistes**

L'auteur voit la possibilité de retracer les racines des groupes terroristes en GB dans nombre de domaines politiques et sociaux complexes, dont les plus importants sont:

Immigration: Les communautés pakistanaise, indienne et bangladaise représentaient la majorité de la migration islamique vers la GB après la Seconde Guerre mondiale. Puis la diversité a commencé à prévaloir dans la communauté musulmane depuis les années 70 du siècle dernier avec l'augmentation de l'immigration arabe et africaine. Il est à noter que la proportion d'immigrants musulmans en GB après 2011 n'a pas dépassé 10%.

Divisions démographiques: les musulmans représentent actuellement 5 % de la population totale en GB. La communauté musulmane se caractérise par la diversité ethnique et confessionnelle. En raison du poids des musulmans du sud de l'Inde au sein de la communauté, les ordres déopondien, provili et soufi dominent les orientations doctrinales de la majorité des musulmans britanniques, avec une faible présence des Ahl al-Hadith.

Marginalisation matérielle: Les statistiques de 2014 montrent que 50 % des musulmans britanniques sont pauvres, contre 27 % de sikhs, 22 % de hindous et 19 % de catholiques britanniques. L'augmentation des taux de pauvreté chez les musulmans est due à des facteurs tels que la faible qualification pour le marché du travail, les faibles revenus et le grand nombre d'enfants improductifs.

-Racisme et islamophobie: L'islamophobie signifie l'hostilité irrationnelle envers l'islam et les musulmans. De nombreux exemples confirment le parti pris à leur égard, allant du ridicule et des insultes au meurtre. Il existe également une discrimination raciale fondée sur la race. Le pourcentage de non-blancs musulmans est de 92%, en particulier chez les musulmans d'Irlande et du Pays de Galles.

Les griefs des groupes extrémistes en GB mettent en évidence le discours de la violence, apparu notamment avec l'émergence d'associations religieuses islamiques extrémistes, depuis l'incident de «Salman Rushdie» dans les années 80, dont le discours est basé sur des interprétations erronées du Coran et de la Sunna. Certaines de ces associations ont appelé les jeunes musulmans britanniques à éviter de servir dans l'armée pour ne pas participer à la guerre contre les musulmans dans d'autres parties du monde.

Ce discours est mis en évidence dans certains témoignages comme celui de «Muhammad Siddiq Khan», auteur de l'attentat du 7 juillet 2005 à Londres, dans lequel il indique qu'il était un soldat dans une guerre interminable contre les forces anti-musulmanes. Le témoignage de «Nick Riley», auteur de l'attentat à la bombe contre un restaurant à Exeter en mai 2008, confirme la «doctrine de la mort» et du «sacrifice du sang». Le discours de ces mouvements fait référence aux crimes britanniques contre les musulmans en «terre d'islam» à l'époque coloniale.

Dans les années 80 et 90, le pacte de sécurité régnait sur les relations entre la GB et les groupes islamiques. L'incident de «Salman Rushdie» a eu un impact significatif sur la mobilisation et l'unification de groupes en GB, dirigés par le «Parti de libération islamique», le «Parlement islamique» et l'«Association Al-Ihya».

Les événements du 11 septembre et la guerre subséquente des États-Unis en alliance avec la GB contre Al-Qaïda et ses alliés ont déplacé le conflit à l'intérieur de la GB. Ces groupes ont commencé à recruter des musulmans britanniques, qu'il s'agisse d'enfants d'immigrés ou de jeunes hommes de moins de trente ans. Selon les autorités sécuritaires britanniques, environ 23.000 musulmans britanniques sont sous la loupe sécuritaire, alors que l'on soupçonne seulement 7000 d'entre eux d'avoir des activités au sein de ces mouvements, dont 500 sont sous haute surveillance sécuritaire. Les prédicateurs de la ligne dure en GB recrutent, notamment: Abu Hamza al-Masry, Abu Qatada, Zakaria Mousavi et Anjem Choudary arrêté et condamné à 5 ans de prison, pour viol des lois antiterroristes et soutien à l'organisation terroriste Daech. Beaucoup de ces personnes avaient reçu soins et soutien financier du gouvernement britannique en tant que citoyens. Certaines recherches confirment que de nombreuses recrues dans les cellules radicales en GB se sentent marginalisées et traversent une crise d'identité et d'appartenance.

Il n'existe pas de preuve que les militants britanniques reçoivent leur formation en GB. Au contraire, la plupart d'entre eux cherchent à émigrer et à rejoindre les camps d'organisations extrémistes à l'étranger, comme ceux de Daech en Syrie et en Irak, ou dans d'autres pays comme le Pakistan. Puis, après avoir terminé leur formation, ils retournent en GB pour devenir des bombes à retardement.

FORMATION ET PROTECTION

Dans le **quatrième chapitre**, l'auteur passe en revue les composantes «protection et préparation» de la politique antiterroriste britannique CONTEST. La protection vise à renforcer la sécurité publique et protéger les intérêts britanniques dans le pays et à l'étranger. Elle comprend la sécurité des frontières, des systèmes de transport, des infrastructures essentielles et le contrôle des matériaux, des connaissances et des informations pouvant être utilisés à des fins terroristes. Cette protection s'est traduite par des mesures dont les plus importantes sont:

■ **Sécurité des frontières et de l'aviation:** Les autorités britanniques, notamment l'Office de sécurité des frontières relevant du ministère de l'Intérieur, surveillent la sécurité des frontières terrestres et des aéroports, surtout après les événements du 11 septembre. La GB partage les informations sur les voyageurs, dont celles biométriques, avec les partenaires de confiance,

les agences internationales, le système d'information Schengen, la police européenne et Interpol. La GB affirme que le système d'échange d'informations de vol se poursuit après avoir quitté l'Union européenne. Cependant, les procédures d'assurance devenues très strictes soulèvent des questions sur certaines questions, telles que «l'intimité des corps des voyageurs», énoncée dans le rapport de la commission des affaires étrangères en 2010, ce qui a poussé le service des voyages du ministère de l'Intérieur à lancer le projet «Futures solutions d'assurance voyage» en 2016, ayant coûté 25,5 millions de livres sterling. Le projet comprend des recherches sur le développement de techniques d'imagerie quantique et d'algorithmes d'apprentissage automatique pour équilibrer la protection, la sécurité et la vie privée. La crise des drones en 2018-2019 a incité les aéroports de «Gatwick et Heathrow» à utiliser des techniques militaires dans les opérations d'assurance, et renforcer la disponibilité de l'armée de l'air à parer aux attaques de drones.

■ **Traquer et détenir les terroristes:** l'article 7 de la Loi britannique sur le terrorisme de 2000 permet d'arrêter et d'interroger toute personne passant par les ports, les aéroports, les voies ferrées et les zones frontalières entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord. Cet amendement permet aux autorités de perquisitionner pour obtenir des informations, et toute entrave à cette disposition constitue une violation de la loi. La mise en œuvre de l'amendement comprenait d'autres exigences, soulignant la nécessité de ne pas appliquer l'inspection sur une base ethnique ou religieuse. Les statistiques révèlent que le septième amendement était rarement utilisé, mais la question n'était pas sans controverse juridique. La Cour européenne des droits de l'homme a refusé de ne pas amender le «septième amendement» parce qu'il ne prévoyait pas de contrôles contre les abus. Cependant, la Cour suprême britannique s'est prononcée en faveur de l'amendement et sa compatibilité avec les droits de l'homme et reconnu son utilité pour la protection de la sécurité nationale.

■ **Immigration et asile:** Les événements de septembre ont conduit à revoir les politiques d'immigration et d'asile, qualifiées de laxistes, surtout à l'époque du pré-Brexit. L'article 54 de la loi de 2006 sur l'immigration, l'asile et la nationalité prévoit la possibilité de rejeter les demandes d'immigration et d'asile de personnes soupçonnées d'avoir commis, préparé ou incité à des actes terroristes. Ceci est conforme à la Convention des Nations Unies sur les réfugiés de 1951. Le paragraphe 32 du dernier article prévoit la possibilité d'expulser les personnes pouvant constituer une menace pour la sécurité du pays d'accueil. Le problème qui se pose toutefois est que la détermination du danger ou de la menace dépend des évaluations des organismes concernés, pour des

raisons proactives de prévention, ce qui conduit à des appréciations contradictoires.

La justice refuse parfois l'entrée de personnes après examen de leurs dossiers. Certains juristes soutiennent que le renvoi forcé des réfugiés et des demandeurs d'asile dans leur pays viole les lois internationales sur l'immigration interdisant le renvoi des réfugiés en cas de menace pour leur vie ou de persécution, cela impose aux autorités deux options: placer les suspects en résidence surveillée, ou les expulser vers un pays où ils ne seront pas persécutés.

■ **Contrôle des matières dangereuses:** Le ministère britannique de l'Intérieur s'efforce d'empêcher l'utilisation illégale de matières dangereuses, telles que les armes à feu, explosifs, poisons, matières radioactives, chimiques, biologiques et nucléaires. Il impose un contrôle strict sur leur vente, achat et stockage. La GB est très stricte en matière de possession d'armes personnelles et d'explosifs, depuis la promulgation de la loi sur les armes à feu en 1968. Les contrôles ont été renforcés aux frontières face au trafic illégal d'armes. La loi sur la fabrication et le stockage des matières explosives régit les procédures d'autorisation requises pour utiliser ces matières à des fins spécifiques. Quant à la production et au stockage des matières nucléaires et radioactives, ils sont soumis à des accords internationaux.

La politique antiterroriste fait référence à l'importance de protéger des vies, atténuer les dommages, fournir une aide d'urgence en cas d'attaque terroriste et coordonner entre les agences concernées pour minimiser les effets des attaques sur les communautés locales. Les autorités britanniques ont été accusées d'avoir échoué sur ce point, comme lors de l'attentat de «Manchester Square» en mai 2017, qui a poussé les autorités à lancer des campagnes pour sensibiliser à la «préparation» dans nombre de cercles.

■ **Assurer les préparatifs:** Ces préparatifs spécialisés et d'urgence sont réalisés pour faire face aux attaques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. Ils sont confiés à des organismes tels que les pompiers, les ambulances, les services de santé soutenus par l'Agence nationale d'évaluation des risques, l'armée, la police et les agences spécialisées dans la lutte contre les attentats inhabituels.

■ **Souplesse et constance:** Il s'agit de la gestion réussie des crises, la capacité de rétablir la vie normale sur les sites d'attaque et les services publics, tels que: l'énergie, les transports, les communications et le bon traitement des victimes d'attentats terroristes. En mars 2017, a été créée l'Unité gouvernementale conjointe pour les victimes du terrorisme (VTU) chargée de coordonner avec les autorités locales, la police et les organisations

nationales et régionales, et veiller à ce que les victimes et leurs familles reçoivent une aide rapide. Certaines remarques notent toutefois que la plupart des indemnisations pour les dommages matériels vont aux propriétaires et aux compagnies aériennes plutôt qu'aux particuliers.

PRÉVENTION DU TERRORISME

Le cinquième chapitre indique que la prévention du terrorisme est l'élément le plus controversé de la politique antiterroriste britannique. Il s'agit d'empêcher certains individus de devenir des terroristes ou les décourager de soutenir le terrorisme, de confronter les idées terroristes et de démontrer leur turpitude, tout en soutenant les personnes coopérantes qui risquent de rejoindre les mouvements terroristes. Tenter de changer, contenir, pardonner et réhabiliter les opposants est une méthode ancienne qui s'est avérée utile pour affronter les idées extrémistes dans de nombreux pays du monde. Dans les années 80, l'Italie a tenté de déradicaliser les mouvements de gauche et lancé la campagne de Repentir. Dans les années 90, des pays islamiques, comme l'Égypte et l'Algérie, ont lancé des programmes pour contenir les groupes armés et leur faire abandonner leurs idées. Au lendemain des événements de septembre, les pays occidentaux ont commencé à intégrer ces programmes dans leurs politiques de lutte contre le terrorisme.

L'intérêt de la GB pour la stratégie de «prévention» et de «protection» remonte à 2002, lorsqu'elle a annoncé avoir besoin de plans pour empêcher les nouvelles générations de devenir la proie de l'extrémisme violent. En 2006, le gouvernement a annoncé des plans de prévention instituant la lutte contre les causes conduisant à l'extrémisme en s'attaquant aux problèmes structurels à

l'intérieur et à l'extérieur de la GB, tels que la discrimination et l'inégalité, et en dissuadant ceux qui encouragent le terrorisme et recrutent des adeptes.

Cette politique a été mise en œuvre en deux phases. La première s'étendait de 2006 à 2011 et se caractérisait par l'absence de débat public, de spécialisation, de frontières claires et d'institutions compétentes. Les moyens de mise en œuvre n'étaient pas clairs et les ressources financières allouées insuffisantes. L'attention a été portée sur nombre d'organisations et d'institutions, telles que les groupes locaux, les mosquées, les écoles islamiques et les œuvres caritatives. La tâche de contrôle de ces institutions a été transférée du ministère de l'Intérieur au Département des communautés et des collectivités locales. En 2008, le gouvernement a annoncé la nécessité pour toutes les autorités locales de coopérer à la mise en œuvre de cette politique avec des plans stratégiques. Mais les lacunes abondaient, telles que l'absence de distinction entre les institutions concernées par la prévention, l'insinuation que l'ensemble de la communauté musulmane de GB est soumise à la surveillance et à l'espionnage, l'absence de mécanisme d'évaluation et d'indicateurs de contrôle sur la mise en œuvre des plans. La deuxième phase a commencé avec le gouvernement de David Cameron en 2010. La stratégie de Prévention a reformulé comme suit:

- Faire face aux défis idéologiques du terrorisme.
- Empêcher les individus de rejoindre ces groupes ou d'embrasser leurs idées, et leur donner des conseils et un soutien adéquat.
- Coopérer avec les agences et institutions confrontées aux dangers de l'extrémisme.

La principale transformation à ce stade était de coopérer





avec les institutions et les secteurs concernés plutôt que de les surveiller. Cependant, certains aspects sont restés sans réponse, et certaines difficultés sont apparues, telles que l'absence de normes de transparence. Les programmes de «déradicalisation» ont été critiqués pour avoir réduit les risques perçus.

Cependant, le plus grand défi auquel sont confrontés les plans de prévention était son «image d'ensemble» auprès du public. La deuxième étape a tenté de se concentrer sur le terrorisme plutôt que sur les relations au sein et avec la communauté musulmane, et en raison de la difficulté de séparer les deux parties, les dangers que les musulmans se sentent ciblés ont persisté. Certains points de vue soutiennent que les plans de prévention empêchent toujours les anciens extrémistes d'être des «déradicaliseurs», quoiqu'ils soient plus efficaces pour relever les défis de l'extrémisme en raison de leur expérience antérieure à cet égard. D'autres critiquent la stratégie de prévention pouvant adopter les «valeurs britanniques» au lieu des valeurs des communautés concernées, notamment islamiques, ce qui soulève des sensibilités quant au degré d'intégration des musulmans dans la société britannique.

TRAQUE DES TERRORISTES

Le sixième chapitre souligne que la poursuite des terroristes est liée à la réponse aux défis du terrorisme et à la traque des personnes impliquées dans des opérations terroristes. Il s'agit d'un processus complexe qui comprend nombre de procédures, dont:

1) Criminalisation légale: Cette criminalisation fait face à diverses critiques, notamment: l'absence de ligne de démarcation entre le crime terroriste et les autres crimes, comme les meurtres, possession d'armes illégales ou d'explosifs. Le Code pénal britannique encadre

les poursuites contre les terroristes. Les articles traitant ces affaires ne sont pas spécifiques aux risques terroristes, outre que la loi antiterrorisme publiée en 2000 ne différencie pas le terrorisme du côté juridique et pénal de tout autre crime. L'auteur soutient toutefois que le droit pénal est suffisant et que des lois spécifiques ne sont pas nécessaires pour faire face aux attentats terroristes, à moins qu'il n'y ait un besoin urgent pour cela.

2) Renforcer le renseignement et la collecte d'informations: C'est une composante antiterrorisme essentielle juridique et judiciaire pour fournir les «preuves» justifiant la poursuite des personnes impliquées dans les crimes. Le renseignement use de multiples sources humaines: détenus, prisonniers, informateurs et agents; ainsi que des images et des signaux satellites et de la biométrie. Vu l'importance des informations sur Internet, la loi sur les pouvoirs d'enquête a été adoptée en 2000. Une autre loi en 2016 permet aux renseignements et à certaines agences gouvernementales de surveiller les enregistrements Internet sans autorisation judiciaire.

La collecte d'informations pose la question de la «liberté individuelle» et les risques d'atteinte à la vie privée. La polémique augmente si les personnes visées appartiennent à une communauté, comme la communauté islamique ciblée sécuritairement. Afin d'atteindre un équilibre approprié entre les droits individuels et collectifs d'une part, et de permettre au renseignement de collecter des informations sur les crimes terroristes d'autre part, le gouvernement britannique a engagé une série de négociations avec les institutions de Strasbourg (Parlement européen), ayant abouti à un accord sur quatre points:

A. L'exactitude, c'est-à-dire l'existence de moyens juridiques garantissant la réduction au minimum les poursuites aveugles en matière de sécurité.

- B. Maintenir la hiérarchie des décisions liées à la surveillance secrète entre les mains des hauts fonctionnaires.
- C. Soumettre les systèmes bureaucratiques concernés, et non les décisions individuelles, à un contrôle effectif par le Parlement et les commissions indépendantes.
- D. Permettre aux personnes concernées de porter plainte en cas de violation de leurs droits et de mener des procès spéciaux.

L'aspect le plus controversé de la composante poursuite concerne les mesures exécutives punitives, les personnes impliquées dans des crimes terroristes étant soumises aux mêmes mesures punitives que pour les autres crimes, qu'elles soient détenues ou emprisonnées. Pourtant, certaines personnes peuvent planifier un attentat-suicide visant des dizaines d'innocents. Pour remédier à ce déséquilibre, les autorités ont usé de mesures plus strictes, comme: la détention prolongée sans procès (détention administrative), les restrictions de voyage et de mouvement et le retrait de la citoyenneté britannique. Ces procédures sont exceptionnelles et il est nécessaire qu'elles reposent sur des preuves solides pour qu'elles ne violent pas les droits de l'homme ou la loi.

RISQUES, RÉPONSES ET DÉFIS

Dans le **dernier chapitre**, l'auteur déduit certaines idées principales de son étude, dont les plus importantes sont:

- La menace terroriste à laquelle la GB est confrontée est réelle. La menace des républicains irlandais dissidents est la moins dangereuse, suivie du terrorisme d'extrême droite. Le terrorisme des groupes extrémistes est le plus dangereux. C'est la version locale d'un phénomène mondial, aidé dans sa formation par des facteurs historiques, culturels, intellectuels, sociaux et économiques profondément enracinés. La GB a occupé pendant des siècles des pays islamiques, générant des sentiments hostiles

à son égard, mais ce facteur n'apporte pas d'explication convaincante de l'émergence de branches locales d'organisations extrémistes.

- La politique antiterroriste de la GB est le cadre général que Londres a développé pendant deux décennies pour faire face aux menaces terroristes. À certains égards, elle s'est appuyée sur l'expérience de gestion des menaces sécuritaires lors des troubles de 1969 et 1998, similaires dans de nombreux aspects juridiques et politiques. La politique contemporaine se caractérise par sa volonté de construire une «résilience sociale» face à la violence terroriste. D'où l'importance de mettre l'accent sur les trois premiers éléments de cette politique: la préparation, la protection et la prévention.
- Les défis les plus importants auxquels cette politique et ses plans stratégiques sont confrontés: la transparence de la mise en œuvre des lois et politiques connexes, leur responsabilité, leur compatibilité avec les droits de l'homme, assurer la sensibilisation et la compréhension du public de cette politique et gérer judicieusement ses effets sociaux.

L'auteur a conclu son livre en mentionnant quatre éléments nécessaires pour soutenir la position de la société et de l'État face au terrorisme, à savoir :

- Sensibiliser les citoyens au danger du terrorisme.
- activer la loi pour protéger la société et prévenir le terrorisme, en tenant compte des libertés et droits fondamentaux.
- Faire face à l'islamophobie et sensibiliser les citoyens à l'importance de faire la différence entre l'extrémisme d'individus musulmans et l'islam qui appelle à la paix, à la justice et à la tolérance.

La nécessité de reconnaître les contributions inestimables que les musulmans apportent à la société et à la vie publique en GB, en particulier à la lutte contre le terrorisme.



Steven Greer



Tackling Terrorism in Britain

Threats, Responses, and Challenges
Twenty Years After 9/11



ROUTLEDGE RESEARCH IN TERRORISM AND THE LAW

**LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN
GRANDE-BRETAGNE APRÈS LE 11 SEPTEMBRE
MENACES, RÉPONSES ET DÉFIS**

Éditeur

Routledge

ISBN: 9781032117003







التحالف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION